

## **Les combats qui nous attendent (Communiqué de LO 65)**

Emmanuel Macron a donc nommé comme Premier ministre un politicien de droite, Édouard Philippe, maire du Havre et fidèle lieutenant d'Alain Juppé. Ce Juppé dont bien des travailleurs ont des raisons de se souvenir. En 1995, alors Premier ministre de Chirac, il s'était attaqué aux retraites et à la Sécurité sociale. Devant le large mouvement de grèves et de manifestations que son projet avait déclenché, il s'était vanté de « rester droit dans ses bottes ». Il avait dû reculer devant la mobilisation !

Jusqu'à présent, droite et gauche se passaient le relais au pouvoir pour mener la politique anti-ouvrière voulue par le grand patronat. Cette fois-ci, elles la mèneront ensemble. Édouard Philippe mettra en œuvre la politique annoncée par Emmanuel Macron. Ils veulent démolir le code du travail, laisser les mains libres au grand patronat pour licencier, supprimer des emplois, fermer des usines. Et ils veulent supprimer 120 000 postes de fonctionnaires.

Avec la collaboration du gouvernement, le grand patronat accentuera sa guerre sociale contre le monde du travail avec toujours la même recette : intensifier le travail des uns et se débarrasser des autres pour accroître les dividendes. Vivarte, Tati, Mim, Whirlpool ou GM&S Industry sont les derniers exemples en date de cette politique. GM&S Industry est particulièrement révélateur. PSA et Renault, qui sont les donneurs d'ordre de ce sous-traitant automobile, ont planifié la mise à mort de cette usine de 300 salariés dans la Creuse. Renault et PSA ont fait des bénéfices record l'an dernier, 3,5 milliards d'euros pour l'un et 2,15 milliards d'euros pour l'autre. Et on peut être certain que dès la fin de la période électorale, d'autres fermetures d'entreprises et d'autres plans de compétitivité seront révélés.

Voilà le contexte dans lequel arrivent les élections législatives. À cause du profond discrédit qui frappe le PS et la droite, tous les leaders politiques jouent la comédie du renouveau. Et il est impossible de prévoir qui, entre les macronistes, la droite, le FN ou La France insoumise, tirera son épingle du jeu de cette recomposition politicienne. Mais il est certain que la nouvelle majorité sera au service des riches et qu'aucune opposition parlementaire ne représentera le camp des travailleurs.

Le monde du travail ne pourra compter que sur l'opposition qu'il fera naître par ses luttes. Mais à condition que celles-ci se mènent sur un terrain de classe, correspondant aux intérêts des exploités et non pas derrière des illusions réactionnaires. Des combats menés sur des terrains comme celui du protectionnisme, qui ne protège que le patronat d'ici, ou stigmatisant une partie des travailleurs ne feraient que diviser le camp des exploités, le démoraliseraient et l'affaibliraient.

Le Front national, pour lequel une partie des travailleurs a voté, est le principal colporteur de ces idées empoisonnées. Il veut faire des travailleurs immigrés des boucs-émissaires. Et sous prétexte de défendre les entreprises françaises, c'est-à-dire en fait les capitalistes français, il montre du doigt les travailleurs d'autres pays d'Europe ou d'ailleurs. Mais le Front national

n'a pas l'exclusivité de la démagogie nationaliste. Et celle-ci est tout aussi nocive quand elle est défendue par le PCF ou par Jean-Luc Mélenchon.

La force des travailleurs est dans la conscience de leurs intérêts communs face à la classe capitaliste. En faisant entendre le camp des travailleurs, Nathalie Arthaud a levé le drapeau de cette conscience de classe à l'élection présidentielle. Aux élections législatives, Lutte ouvrière présente des candidats dans toutes les circonscriptions de métropole et à La Réunion, ainsi qu'en Guadeloupe et en Martinique avec Combat ouvrier.

Tous sont des travailleuses et des travailleurs. Leurs candidatures permettront à ceux qui se sont reconnus dans la campagne de Nathalie Arthaud à l'élection présidentielle de prolonger leur vote. Elles permettront aussi à ceux qui ont été touchés par ce qu'a dit Nathalie Arthaud mais qui ont cru au « vote utile », de ne pas se laisser détourner cette fois-ci de leur premier choix et de voter pour leur camp.

Faire entendre à nouveau les exigences du monde de travail aux élections législatives, montrer la persistance du courant qui les incarne, c'est le meilleur moyen de nous préparer à les défendre dans les luttes de demain.

**M. Saez et F. Meunier, candidats Lutte Ouvrière du 65**